Quelques éléments de débat avec LFI suite aux Amfis

L'université d'été de La France Insoumise (les « Amfis ») a été cette année un énorme succès, ce qui en a fait en tant que tel un événement politique de la rentrée et une démonstration de force (en particulier vis-à-vis du reste des organisations de gauche) de LFI, amplement reconnue sur les plateaux des chaînes d'information en continu. De 6 à 8 000 visiteur-ices sur les 3 premiers jours payants, l'affluence a atteint les 10 000 visiteur-ices le dimanche (gratuit) au moment du meeting de clôture de Jean-Luc Mélenchon. Sur le site de Chateauneuf-sur-Isère près de Valence, cette affluence était palpable : on y attendait, avec des personnes de tous âges, dans de très longues queues pour entrer sur le site comme pour accéder à certaines conférences en intérieur, et nous n'avons pas vu un seul atelier en extérieur où il restait des places assises. Malgré les désagréments pratiques, le tout s'est déroulé dans un respect mutuel et une camaraderie exemplaires, mais aussi un profond enthousiasme. Quelles que soient nos réserves et désaccords sur tels ou tels aspects concernant le fond, on en rentrait en tout cas avec la conviction suivante : il se passe quelque chose, il y a une dynamique. Nous ne reviendrons pas ici sur l'ensemble des 23 sessions de formation et 94 conférences des Amfis, mais nous souhaitons faire un retour sur quelques moments forts et points clés de l'événement. Nous commençons dans ce premier article par la présentation aux Amfis de l'ouvrage L'État et la révolution citoyenne *et par la participation du problématique milliardaire Mathieu Pigasse.*

La question du rapport à l'État : présentation de l'ouvrage *L'Etat et la révolution citoyenne*

À l'heure où Jean-Luc Mélenchon apparaît – dans des sondages dont la méthodologie sous-estime systématiquement son score – de plus en plus en capacité d'accéder au second tour des élections présidentielles, les cadres de LFI n'ont pas manqué d'insister, durant ces Amfis, sur la question de l'exercice du pouvoir politique, en mettant en avant la constitution du réseau des « Phrygiens », hauts-fonctionnaires soutenant La France Insoumise et censés faciliter la mise en œuvre de son programme,

mais surtout en commençant par une élaboration théorique sur la question de l'État. Un des « temps forts » des Amfis a consisté à présenter le nouvel ouvrage collectif de l'Institut La Boétie intitulé *L'Etat et la Révolution citoyenne.* Ludivine Bantigny a présenté sa contribution sur le Front Populaire en le comparant avec la Commune de Paris, et Stathis Kouvélakis a présenté sa contribution sur les leçons de l'expérience de la gauche réformiste (Syriza) au gouvernement en Grèce. De son côté Hadrien Clouet a présenté sa contribution sur la sécurité sociale (intitulée « Etat et sécurité sociale : le double pouvoir est déjà là »).

Au-delà de ces trois contributions à l'ouvrage présentées lors de la conférence, on peut identifier l'orientation générale proposée par LFI sur la question en s'appuyant sur l'intervention de clôture de Clémence Guetté : LFI se donne pour objectif de « modifier l'Etat » en prétendant s'appuyer sur ceux qui sont « contre lui », et donc assumer d'être sur une « ligne de crête » : encourager les « contre-pouvoirs » de tous ordres (le « dehors » de l'Etat), tout en s'appuyant sur l'Etat (le « dedans ») pour ouvrir de nouveaux droits et redistribuer les richesses. Le titre du livre est alors un « clin d'œil » un peu trompeur à *L'Etat et la Révolution* de Lénine : non seulement l'approche de Lénine n'est pas traitée en tant que telle dans le livre (et n'a pas été traitée lors de la conférence des Amfis), mais le livre remet implicitement au goût du jour les thèses de Nicos Poulantzas sur la « transformation de l'Etat » qui rompent assez radicalement avec Lénine sur la question stratégique du rapport à l'Etat.

Lénine ne niait pas que l'Etat capitaliste soit une forme sociale contradictoire (« produit de contradictions de classes inconciliables »), cristallisant en partie les rapports de forces existants entre les classes dans la société sous la forme de compromis juridiques. En France, ce qu'il reste de la Sécurité sociale 80 ans après le CNR, ainsi que le code du Travail que les gouvernements macronistes s'emploient encore à détricoter, en sont l'indéniable manifestation. Combattant les « gauchistes », Lénine n'était pas indifférent aux diverses formes – plus ou moins démocratiques – que pouvait prendre l'Etat bourgeois, et il a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur ces contradictions et d'investir le champ institutionnel (parlementaire notamment) ; mais c'était pour lui une façon de mieux préparer l'affrontement décisif avec l'appareil d'État en situation révolutionnaire. Car, s'il ne se résume pas qu'à cela, l'Etat capitaliste reste, en dernière instance, une structure de domination de la bourgeoisie, qui intègre certes la cristallisation de rapports de forces avec les autres classes, mais qui reste une forme sociale séparée du peuple, historiquement façonnée dans l'objectif d'assurer la stabilité des rapports de production capitalistes et de défendre les intérêts de la classe dominante. En dernière instance, l'appareil d'État se retourne toujours d'une manière ou d'une autre contre les processus révolutionnaires. Marx et Engels tiraient les leçons de la Commune de Paris en 1871, en expliquant qu'il ne suffisait pas pour le prolétariat de conquérir l'Etat puis de le faire fonctionner au service de la classe ouvrière, mais qu'il s'agissait de « briser » sa « machinerie » (en particulier l'appareil bureaucratique et militaire) pour instaurer la « dictature du prolétariat », soit un « auto-gouvernement » des travailleur/ses, devant permettre la transformation révolutionnaire de la société.

Du côté de LFI, le rôle de la « révolution citoyenne » (qui passe par une « incontournable victoire électorale ») serait en fait de trouver une sorte de voie médiane entre la simple conquête de l'Etat et un affrontement visant à « briser sa machinerie ». L'expérience historique n'indique pas l'existence d'une telle voie : arrivés au pouvoir, les réformistes ont toujours géré l'État bourgeois, sans le transformer en profondeur comme ils le prétendaient avant d'être élus, et ont fini par se soumettre à lui, c'est-à-dire globalement aux intérêts de la bourgeoisie (quand elle ne les a pas chassés rapidement du pouvoir, souvent par un coup d'État comme en Espagne en 1937 ou au Chili en 1973). Certes, la direction de LFI répète que, si elle arrive au pouvoir, il faudra une articulation entre, d'une part, la mobilisation des masses instaurant un rapport de force avec le capital et, d'autre part, l'action gouvernementale. Mais l'expérience historique montre qu'il faudra alors aller soit dans le sens de la véritable révolution, en balayant les illusions réformistes, par l'auto-organisation des travailleur/se.s et leur prise de pouvoir à tous les échelons de la société, soit aller dans le sens des exigences et des pressions les plus terribles du capital et alors capitaulier tôt ou tard. C'est bien à une telle situation que nous devons nous préparer, tout en ayant bien conscience que, dans l'état actuel des choses, seule la victoire de LFI peut la faire émerger.

Tapis rouge pour le milliardaire Mathieu Pigasse

Un autre « moment fort » de ces Amfis a été l'entretien de Manuel Bompard avec Mathieu Pigasse. Mathieu Pigasse est généralement présenté comme un « milliardaire de gauche » qui, comme Vincent Bolloré mais contre lui, mène une bataille culturelle par l'intermédiaire de la possession de médias et le financement de festivals. Il était cet été en tournée dans les universités d'été de la gauche (Les Ecologistes, Amfis, Campus du PS…). Aux Amfis, Mathieu Pigasse, s'est fait applaudir quand il a montré son soutien à différents volets du programme de LFI (comme la fameuse « congélation » de la dette détenue par la BCE – voir https://tendanceclaire.org/article.php?id=2122), son constat de l' « échec total » de la « politique de l'offre » et ses distances avec la « gauche de gouvernement ». Sur le plan stratégique, Mathieu Pigasse a déployé un discours très possibiliste (« quand on veut, on peut »), et s'est appuyé sur les procédés non-conventionnels utilisés et les entorses faites aux traités européens lors des crises majeures (crise de 2008, crise Covid). Il se permet même d'enflammer la salle à peu de frais : « en réalité, les carcans et les règles dans lesquelles on nous enserre, on peut les faire exploser ». Certes, mais comment ?

Lorsque Manuel Bompard a en quelque sorte « mis les pieds dans le plat » en lui posant la question de la nécessaire confrontation avec les institutions européennes, sans attendre l'avènement d'une « Europe sociale », Pigasse a dans un premier temps esquivé en déroulant sur tout ce qu'il souhaiterait changer dans l'Union européenne pour « réinventer l'Europe ». Manuel Bompard a été obligé de poser une deuxième question, plus précisément formulée, pour que Pigasse finisse par dire qu'il n'excluait pas une désobéissance aux traités européens pour « créer du rapport de force ». Mais l'irruption salutaire d'un insoumis, montant sur la scène pour demander qu'on parle enfin de la dette grecque, a permis de rendre enfin visible le véritable éléphant dans la pièce : Mathieu Pigasse a joué un rôle majeur dans la crise de la dette grecque. Patron de la banque Lazard France, il avait été mandaté en 2010 comme conseiller sous le gouvernement de Georges Papandreu pour élaborer un plan de restructuration de la dette grecque. Son travail avait débouché sur une annulation d'une partie substantielle de la dette grecque en 2012, mais cet accord de 2012 était intégré dans le deuxième programme d'aide de la troïka (FMI, Banque mondiale, UE) qui impliquait une intense cure d'austérité. Cure d'austérité sans laquelle les créanciers n'auraient pas accepté la restructuration. Pigasse, qui n'a pas de responsabilité directe dans la cure d'austérité,

peut dire, comme il l'a fait aux Amfis (pour répondre à l'intervention du militant venant du public), qu'il a fait cela « pour le peuple », mais il n'empêche que « le peuple » a subi une thérapie de choc avant et après l'accord négocié, pendant que la banque de Pigasse empochait une commission de 25 millions d'euros pour avoir scellé cet accord. Mais son rôle ne s'est pas arrêté là, puisqu'il est réapparu comme conseiller financier sous le gouvernement Syriza, avant la capitulation de 2015. Dans son intervention lors de la conférence sur *L'Etat et la Révolution citoyenne*, Stathis Kouvélakis, ex-membre de la direction de Syriza, a précisé qu'à l'époque, en 2014, Pigasse répandait allégrement l'illusion qu'il était possible d'obtenir de la bienveillance de la part de la gauche bourgeoise européenne [1]. Certes, Pigasse a refusé le tournant de 2015 opéré par le président Tsipras, qui a trahi ses engagements, mais son action a montré de façon typique les limites de la « bonne volonté » réformiste des rares milliardaires progressistes : on ne pourra évidemment pas compter sur eux si l'on veut réellement transformer la société dans le sens des intérêts de la population, mais celle-ci ne doit miser que sur ses propres forces et son auto-organisation.

Note

1 - Kouvélakis explique : « au sein de Syriza, beaucoup misaient sur les social-démocraties au pouvoir. Aussi incroyable que cela puisse vous paraître, ils [la direction de Syriza] pensaient avoir de la bienveillance du côté de la présidence Hollande, et je peux même vous dire que cette volonté s'est incarnée par une personne précise qui était censée remplir le rôle de médiateur, qui avait conseillé des gouvernements précédents qui avaient mis en place les mémorandums, et je peux même vous dire que cette personne dont je ne dirai pas le nom est présente ici même aux Amfis et qu'elle a même parlé dans une table ronde face à Manuel Bompard. Il s'était présenté comme celui qui aurait défendu notre cause auprès de la présidence Hollande, et il misait aussi sur les ministres sociaux-démocrates allemands […] pour parvenir à un jeu de renégociation ».

Rémi Grumel, le 28 septembre 2026